DV.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
10-05-1989
Vandemeulebroecke
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 18.919/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 7 février 1989, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères", a donné le 26 avril 1989 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 7 februari 1989 door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries", heeft op 26 april 1989 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

A l'avant-dernier alinéa du préambule, il faudrait ajouter la date du 7 février 1989.

Dispositif.

Article 2.

I. Remarque préalable.

L'article 2 a pour objet de modifier l'article 17 de l'arrêté royal du 29 juin 1963 portant statut pécuniaire du personnel des ministères afin de prévoir des règles précises en ce qui concerne le mode de calcul de la durée des services admissibles effectués à titre temporaire ou intérimaire dans l'enseignement.

Puisqu'il s'agit de services accomplis dans l'enseignement, il convient de rappeler que cette matière a été presque entièrement communautarisée en 1988 (révision constitutionnelle du 15 juillet 1988 - articles 17 et 59bis, § 2, 2°). De plus, le transfert du personnel de l'enseignement aux Communautés française et flamande est déjà réalisé (article 14 de la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles).

.../...

L'article 14 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 qui définit les services admissibles est rédigé comme suit :

"Sauf disposition contraire, sont seuls admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services effectifs que l'agent a prestés, (...), en faisant partie :

- des services de l'Etat ou des services d'Afrique ou des autres services publics, (...);
- des établissements d'enseignement libre subventionnés, (...);
- des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, (...)".

En outre, l'article 2 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 définit les services de l'Etat, les services d'Afrique et les autres services publics de la manière suivante :

"2° Pour l'application du présent arrêté :

l'expression "service de l'Etat" désigne tout service relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire et non constitué en personne juridique;

...

l'expression "services publics autres que les services de l'Etat et les services d'Afrique" désigne :

1° tout service relevant du pouvoir exécutif et constitué en personne juridique;

.../...

2° ....

3° tout service relevant d'une province, d'une commune, d'une association de communes, d'une agglomération ou d'une fédération de communes, ainsi que tout service relevant d'un établissement subordonné à une province ou à une commune;

4° toute autre institution de droit belge, qui répond à des besoins collectifs, d'intérêt général ou local et dans la création ou la direction particulière de laquelle se constate la prépondérance de l'autorité publique, ...".

Ces deux définitions ne permettent sans doute pas de considérer les prestations de service dans les établissements d'enseignement communautaire comme des services admissibles au sens de l'arrêté royal du 29 juin 1973.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu d'insérer dans l'article 14 de l'arrêté royal du 29 juin 1973, entre le deuxième et le troisième tiret, un texte qui ferait l'objet de l'article 2 ainsi rédigé :

"Article 2.-

Dans l'article 14 du même arrêté, le texte suivant est inséré entre le deuxième et le troisième tiret :

"- des établissements d'enseignement des Communautés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes"".

Il s'ensuit que l'article 2 du projet devient l'article 3.

.../...

II. Examen de l'article 2 en projet (devenant l'article 3).

Alinéa 1er.

La phrase liminaire de l'article 2 en projet (devenant 3) serait mieux rédigée comme suit :

"Article 3.-
L'article 17, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par les alinéas suivants :".

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être adapté comme il est indiqué dans le texte néerlandais du présent avis.

Alinéa 2.

L'alinéa 1er du projet vise les services effectués à titre intérimaire ou temporaire.

Il n'est plus question à l'alinéa 2, deuxième phrase, que des jours d'intérim. Ceci est d'autant plus fâcheux que la notion d'agent intérimaire n'existe plus aujourd'hui que pour le passé (actuellement l'agent ne peut être que définitif, stagiaire ou temporaire). Puisqu'il est fait allusion au nombre de jours "ainsi prestés", le mot "d'intérim" est superflu. De plus, dans le texte français, les termes "avec prestations complètes" ne sont guère heureux.

.../...

Il conviendrait donc de rédiger la deuxième phrase de l'alinéa 2 comme suit :

"Le nombre global des jours de service ainsi accomplis et comportant des prestations complètes est multiplié par 1,2".

Alinéa 3.

Cet alinéa appelle la même remarque que l'alinéa 2 en ce qui concerne les "jours d'intérim".

En outre, il faudrait écrire : "qui prouvent que l'agent a été occupé pendant une année scolaire complète" au lieu de "qui prouvent une occupation pendant une année scolaire complète". La suite du texte néerlandais doit être rédigée comme il est suggéré dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 4.

Il ressort du texte néerlandais que, dans le texte français, l'expression "services admissibles comme tels" vise les services qui peuvent être pris en considération parce qu'ils répondent aux critères déterminés dans les deux alinéas précédents. De plus, l'usage à cet endroit du mot français "admissibles" prête à confusion; il ne s'agit pas de "services admissibles" au sens de l'arrêté royal du 29 juin 1973, mais de services qui peuvent être pris en considération.

.../...

Il en est de même pour l'expression "du moins dans l'enseignement secondaire supérieur". Il ne s'agit pas, en effet, d'exclure tous les autres niveaux d'enseignement, mais de déterminer un niveau minimum. Ainsi, par exemple, toute prestation accomplie dans l'enseignement supérieur technique entre en ligne de compte.

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Les services qui peuvent ainsi être pris en considération, qui ont été prestés à temps plein dans un degré égal ou supérieur à celui de l'enseignement secondaire supérieur, ... (la suite comme au projet)". La suite du texte néerlandais de l'alinéa 4 doit être rédigée comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 5.

Cet alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Les prestations ... appartiennent aussi dans leur totalité au groupe de traitement B ...".

Articles 3 et 4.

Les articles 3 et 4 deviennent les articles 4 et 5.

.../...

Annexe.

Pour rencontrer la remarque préalable faite au sujet de l'article 2 de l'arrêté en projet, le projet d'annexe III doit être revu en tenant compte de la communautarisation de l'enseignement.

Le projet d'annexe doit être maintenu pour les prestations effectuées avant la date d'entrée en vigueur des dispositions concernant la communautarisation de l'enseignement, c'est-à-dire avant le 1er janvier 1989. Par contre, pour les prestations accomplies dans l'enseignement communautaire, un autre modèle d'attestation doit être établi. Dans ce deuxième modèle, les termes "enseignement de l'Etat" ne doivent plus être utilisés.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

In het voorlaatste lid van de aanhef dient als datum 7 februari 1989 te worden ingevuld.

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

I. Voorafgaande opmerking.

Artikel 2 strekt tot wijziging van artikel 17 van het koninklijk besluit van 29 juni 1963 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, om duidelijke regels vast te stellen voor het berekenen van de duur van de in aanmerking komende diensten die in het onderwijs tijdelijk of ad interim zijn verricht.

Aangezien het gaat om diensten in het onderwijs, dient eraan te worden herinnerd dat die aangelegenheid in 1988 vrijwel geheel in de bevoegdheid van de Gemeenschappen is gelegd (grondwetsherziening van 15 juli 1988 - artikelen 17 en 59bis, § 2, 2°). Bovendien is de overheveling van het onderwijspersoneel naar de Vlaamse en de Franse Gemeenschap al een feit (artikel 14 van de wet van 8 augustus 1988 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen).

Artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973, dat een definitie geeft van de in aanmerking komende diensten, is als volgt geredigeerd :

"Behoudens strijdige bepaling komen voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen alleen in aanmerking, de werkelijke diensten welke het personeelslid, (...), heeft verricht terwijl het behoorde :

- tot de diensten van de Staat of de diensten van Afrika of tot de andere openbare diensten, (...);
- tot de gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen (...);
- tot de vrije gesubsidieerde diensten voor school- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, (...)".

Bovendien omschrijft artikel 2 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 de diensten van de Staat, de diensten van Afrika en de andere openbare diensten als volgt :

"2° Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

"dienst van de Staat" : elke niet-rechtspersoonlijke dienst die afhangt van de wetgevende macht, de uitvoerende macht of de rechterlijke macht;

...

de uitdrukking "andere openbare diensten dan de diensten van de Staat en de diensten van Afrika" bedoelt :

1° elke rechtspersoonlijke dienst die afhangt van de uitvoerende macht;

2° ...

.../...

3° elke dienst die afhangt van een provincie, een gemeente, een vereniging van gemeenten, een agglomeratie of een federatie van gemeenten alsook elke dienst die afhangt van een aan een provincie of gemeente ondergeschikte instelling;

4° elke andere instelling onder Belgisch recht, die voldoet aan collectieve noodwendigheden van lokaal of algemeen belang, en aan welker oprichting of bijzondere leiding de openbare overheid klaarblijkelijk een overwegend aandeel heeft, ...".

Die twee definities maken het blijkbaar niet mogelijk de diensten gepresteerd in de onderwijsinstellingen van de Gemeenschappen aan te merken als in aanmerking komende diensten in de zin van het koninklijk besluit van 29 juni 1973.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat er aanleiding is om in artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 tussen het tweede en het derde streepje een tekst in te voegen die het onderwerp zou zijn van artikel 2, als volgt geredigeerd :

"Artikel 2.-

In artikel 14 van hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en het derde streepje de volgende tekst ingevoegd :

"- tot de onderwijsinstellingen van de Gemeenschappen, als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties"".

Daaruit volgt dat artikel 2 van het ontwerp artikel 3 wordt.

.../...

II. Onderzoek van het ontworpen artikel 2 (dat artikel 3 wordt).

Eerste lid.

De inleidende volzin van het ontworpen artikel 2 (dat artikel 3 wordt) zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 3.-

Artikel 17, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende leden vervangen :".

De Nederlandse tekst van het eerste lid kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De duur van de in aanmerking komende diensten ..., wordt echter door de minister onder wie hij ressorteert vastgesteld aan de hand van het attest afgegeven door de bevoegde autoriteiten en opgesteld overeenkomstig het als bijlage III bij dit besluit gevoegde model".

Tweede lid.

Het eerste lid van het ontwerp doelt op de diensten die ad interim of tijdelijk zijn verricht.

In het tweede lid, tweede volzin, is enkel nog sprake van interimdagen. Dat valt des te meer te betreuren daar het begrip "waarnemend personeelslid" thans enkel nog voor het verleden bestaat (tegenwoordig is het personeelslid

.../...

ofwel in vast verband benoemd, ofwel stagedoend, ofwel tijdelijk). Aangezien gewag gemaakt wordt van het aantal "aldus gepresteerde" dagen, is het woord "interim" overbodig. Bovendien is in de Franse tekst de woordkeuze "avec prestations complètes" niet erg geslaagd.

De tweede volzin van het tweede lid zou dus beter als volgt worden geredigeerd :

"Het totale aantal aldus gewerkte dagen dienst met volledige prestaties wordt vermenigvuldigd met 1,2".

Derde lid.

Bij dit lid is wat de "interimdagen" betreft dezelfde opmerking te maken als bij het tweede lid.

Bovendien schrijve men "die bewijzen dat het personeelslid een volledig schooljaar heeft gewerkt" in plaats van "die een tewerkstelling gedurende een volledig schooljaar bevestigen" en "leveren één jaar in aanmerking te nemen diensten op" in plaats van "en vertegenwoordigen één jaar in aanmerking te nemen diensten".

Vierde lid.

Uit de Nederlandse tekst blijkt dat de uitdrukking in de Franse tekst "services admissibles comme tels" doelt op diensten die in aanmerking kunnen worden genomen omdat ze voldoen aan de in de twee vorige leden bepaalde criteria.

Bovendien schept het gebruik van het Franse woord "admissibles" op die plaats, verwarring; het gaat immers niet om "in aanmerking komende diensten" in de zin van het koninklijk besluit van 29 juni 1973, maar om diensten waarmee rekening kan worden gehouden.

Even onduidelijk is de uitdrukking "tenminste in het hoger secundair onderwijs", want het is niet de bedoeling alle andere onderwijsniveaus uit te sluiten maar wel een minimaal niveau vast te stellen. Zo komt, bijvoorbeeld, elke dienst verricht in het technisch hoger onderwijs in aanmerking.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het vierde lid beter als volgt zou worden geredigeerd :

"De diensten die aldus kunnen worden aangenomen en die voltijds zijn verricht op een niveau dat gelijk is aan of hoger is dan het hoger secundair onderwijs, in een ambt voor de uitoefening waarvan het bezit ... was vereist en aan welke functie in de organieke regeling ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Vijfde lid.

Dit lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De prestaties die als volledig worden beschouwd door optelling van onvolledige opdrachten verricht eensdeels ... behoren als geheel genomen eveneens tot de weddegroep B ...".

.../...

Artikelen 3 en 4.

De artikelen 3 en 4 worden de artikelen 4 en 5.

Bijlage.

Om tegemoet te komen aan de voorafgaande opmerking die is gemaakt bij artikel 2 van het ontworpen besluit, moet de ontwerp-bijlage III worden afgestemd op het feit dat het onderwijs een gemeenschapsaangelegenheid is geworden.

De ontwerp-bijlage moet behouden blijven voor de diensten die zijn verricht vóór de datum van inwerkingtreding van de bepalingen betreffende de bevoegdmaking van de Gemeenschappen ter zake van onderwijs, dat is vóór 1 januari 1989. Voor de in het gemeenschapsonderwijs verrichte diensten moet evenwel een ander model van attest worden opgemaakt. In dat tweede model mag het woord "Rijksonderwijs" niet meer worden gebruikt.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme A. DEBUSSCHERE, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. DEBUSSCHERE, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.